

MOHAMED AÏSSA AU SOIR D'ALGÉRIE :

«La guerre chiites-wahhabites ne nous concerne pas»

Dans un langage franc, le ministre des Affaires religieuses a accepté de répondre ici à des questions d'actualité brûlantes, révélant pour la première fois officiellement l'existence d'un travail de fond mené par des sectes étrangères liées à des officines étrangères pour un sabotage interne. Il nous apprend aussi que chiites et wahhabites se disputent le terrain en tentant de recruter un maximum de jeunes Algériens parmi lesquels certains succombent...

Le Soir d'Algérie : Vous avez récemment annoncé le démantèlement de sectes chiites et Ahmadite. Peut-on en savoir plus sur la question ?

Mohamed Aïssa : Il y a eu effectivement démantèlement d'une secte chiite. Lorsque nous évoquons le chiisme, il s'agit de prosélytisme. Concernant la secte Ahmadite, il s'agit de sectarisme. Le Ahmadisme est déjà présent en Algérie depuis les années 1970. Seulement aujourd'hui, il a de plus en plus d'adhérents, il est aussi davantage organisé. Nous avons constaté que cette tendance a une interdépendance étrangère. Les forces de sécurité ont réussi à démanteler une cellule, car elle a osé construire un siège, elle veut s'autoproclamer sans attendre les agréments nécessaires et sans fournir de documents prouvant son existence, ses adhérents, sa raison d'être et son appartenance. Pour toutes ces raisons, les forces de sécurité ont procédé à la démolition de ce pseudo-siège et à l'interpellation des membres de cette cellule. Nos services de sécurité ont également démantelé une autre cellule. Cette dernière agit sur les réseaux sociaux et prône l'athéisme. Ce n'est pas l'athéisme qui est effrayant mais le fait qu'il s'agisse d'une organisation internationale qui rayonne sur le Moyen-Orient. J'ignore les raisons pour lesquelles cette mouvance projette en Algérie des idéaux qui sont développés ailleurs. Elle relève de l'athéisme mais pour nous, il s'agit de blasphème car elle insulte le Tout-Puissant, le Prophète, tous les prophètes et les Livres Saints en usant de termes blasphématoires et touche à l'unité du pays et à l'unité sociale. C'est pourquoi ce réseau a été démantelé. Deux membres qui le géraient ont été présentés à la justice.

Vous avez également mis en garde l'opinion contre une tentative de division de l'Algérie. De quoi s'agit-il exactement et de quelle manière agissent ces parties incriminées ?

Depuis ledit printemps arabe, nous remarquons que certaines mouvances tentent de prendre pied en Algérie. Elles veulent substituer l'appartenance à l'islam par l'appartenance à la secte. Elles veulent substituer l'appartenance à l'Algérie par l'appartenance aux rites. Subitement, ces sectes et ces rites veulent nous imposer une appartenance étrangère car il y a une interdépendance.

Nous avons également remarqué que ces tendances, si multiples, si diversifiées, appartiennent à des officines étrangères. Elles ont des visées évidentes et nous les



Mohamed Aïssa, ministre des Affaires religieuses et des Wakfs.

refusons. Ce constat n'est pas propre au ministère des Affaires religieuses mais il est également celui des forces de sécurité. Il y a aussi un constat politique. Le discours du président de la République à ce sujet est très clair. Il appelle l'ensemble du peuple algérien à la vigilance contre toute tentative de division sur des bases sectaires. Nous interpellons, à notre tour, les Algériens sur la nécessité de renouer avec l'islam de nos valeurs, l'islam tel que nous l'avons pratiqué de tout temps. C'est pourquoi nous évoquons le retour à l'islam ancestral tel qu'il a été pratiqué par nos grands-parents et nos aïeux.

Tout ceci veut dire que ces groupes ont trouvé une oreille attentive en Algérie...

Ils ont trouvé une adhésion et nous avons la certitude que l'intérêt et le financement occulte prend le dessus. C'est sur la base de ce financement que s'effectue d'ailleurs l'expansion de ces sectes. Or, les Algériens croient dur comme fer qu'il n'y a pas d'autre prophète après Mohamed (QLSSL). Eux tentent de nous faire croire qu'il existe un autre prophète qu'ils bénissent. Nous voulons bien qu'il soit estimé mais le bénir aux dépens du Tout-Puissant et de son Prophète, c'est une autre question. Par ailleurs, nous savons pertinamment que ce courant a été banni dans le monde musulman car il a été soupçonné de faciliter le rapprochement avec l'entité sioniste.

Pourquoi de telles tentatives ont-elles lieu en ce moment, selon-vous ?

Ces tentatives interviennent car l'Algérie n'a pas succombé au principe du printemps arabe. Nous avons entendu et nous continuons à entendre des voix émanant d'outre-mer qui évoquent la nécessité d'un printemps maghrébin. Le printemps algérien est une priorité pour eux, une visée principale... C'est de cela qu'il s'agit. Or, l'Algérie a pu surmonter l'épreuve du

terrorisme par l'unité du référent religieux, mais il y a une volonté de faire exploser ce référent. Le fait d'appartenir à un autre référentiel affaiblira les rangs. Il mènera vers un combat en rangs divisés, appauvrira le vocabulaire unitaire et sociétal.

Les autorités irakiennes ont, dernièrement, invité les Algériens à se rendre au pèlerinage chiite. De quelle manière avez-vous réagi à cet appel ?

Je suis au courant de cet appel, pour l'instant je ne veux pas le commenter. J'attends la visite de l'ambassadeur d'Irak à mon bureau.

Il a donc été convoqué ?

Il a été convenu de se rencontrer et de cette rencontre jaillira la lumière et des positions à adopter.

Il y a, à l'évidence, un travail chiite en Algérie...

Oui, il y a un travail chiite en Algérie. Il s'effectue dans un contexte de guerre froide entre le chiisme et la wahhabisme. Au nom des institutions algériennes, nous disons officiellement aux Algériens que nous ne voulons pas être le terrain d'une guerre qui ne nous concerne pas. Nous ne sommes ni wahhabites pour mériter une invasion chiite qui interpelle et exige repentance ni chiites pour mériter cette invasion wahhabite qui demande également repentance.

Nous avons un héritage très riche, nous ne voulons être ni partie prenante ni le terrain de ce conflit. Or, les défenseurs de ces deux mouvances continuent à interpellier les jeunes et à les inciter à y adhérer et c'est pourquoi les services de sécurité font leur travail actuellement pour dresser la liste des personnes qui appartiennent à ces deux mouvances. Sans punition, bien sûr, car il ne s'agit pas de punir pour l'appartenance mais pour éviter la dérive. Ces dérives consistent à diviser les Algériens et affaiblir le maillage social de l'Algérie en

Entretien réalisé par Abla Chérif

blasphémant.

Lors de votre passage au Sénat, vous avez également accusé certains pays, sans les nommer, de vouloir réislamiser l'Algérie. De quoi vouliez-vous parler exactement ?

Durant la période qui a précédé l'indépendance de l'Algérie, de gros efforts ont été consentis. Après l'indépendance, nous avons opté pour le socialisme mais certaines sphères considéraient cela comme un reniement de l'islamité de l'Algérie. C'est pourquoi beaucoup de prêches, de livres et de livrets ont été publiés à l'époque (je parle des années allant de 1960 à 1980) pour dire que l'Algérie était devenue un pays païen car socialiste. Bien sûr, il s'agissait des effets de la guerre froide, nous la subissons de cette manière. Vous remarquez qu'il y a eu de grandes tentatives (je dirais même invasion) de réislamiser l'Algérie, notamment à travers la formation de jeunes dans des universités orientales, la volonté d'envoyer des prédicateurs pour, disaient-ils, faire renouer le pays avec son islam, pour le réislamiser. Tout ce travail a laissé des séquelles, elles ont généré les années 1990 avec toute la subversion et le radicalisme violent que nous avons connu. Nous ne voulons plus revivre ces moments. Nous disons à ces prédicateurs étrangers, aux sectes, aux radicaux et aux extrémistes violents que nous avons notre propre héritage qui est la pratique de l'islam tel que nous l'avons hérité des conquérants, des souhabas et de leurs successeurs. Nous avons notre islam ancestral et, grâce à cela, nous immunisons nos enfants en leur disant qu'ils n'ont pas besoin d'aller s'abreuver ailleurs puisque la source fraîche et limpide est dans votre pays.

Récemment, vous avez interdit la rokia dans les mosquées et les écoles. Pourquoi une telle décision ?

J'ai interdit la profession de la rokia, la rémunération de la rokia dans les mosquées. Actuellement, en Algérie, il y a une volonté d'homologuer la rokia. C'est-à-dire le raki pourrait, selon ce concept, justifier, par exemple, des absences au travail en délivrant un document qui serait aussi remboursé par la Sécurité sociale. C'est cela que j'ai interdit. J'ai dit que la rokia ne pouvait être homologuée, ce n'est pas une profession.

En 2003, nous avions déjà interdit à nos imams de professer la rokia, ce n'est pas une profession, c'est une imploration, douaa, cela se fait sans demander de contre-partie. Nous l'avons interdite dans les mosquées, les écoles coraniques et dans les logements d'astreinte. Cela a donné lieu à un autre phénomène, la rokia se fait maintenant ailleurs. Ce qui est bizarre, c'est que certaines associations se sont fait agréées pour cet usage. Un représentant du peuple m'avait demandé d'œuvrer pour que cette rokia soit homologuée et reconnue en cas d'absence et de maladie et pour le remboursement. J'ai refusé. La rokia n'est pas homologable, elle ne relève que de la piété et de la sincérité de l'imam. Le patient peut d'ailleurs le faire lui-même.

A. C.